

Le président du Rwanda a demandé « l'appui diplomatique » de la France

AFP, 20 octobre 1990

PARIS - Le Chef de l'Etat rwandais, M. Juvénal Habyarimana, a déclaré, jeudi soir à Paris, qu'il avait demandé "un appui diplomatique" au président François Mitterrand afin de faire cesser l'agression dont est victime son pays et qu'il avait saisi le Conseil de Sécurité des Nations Unies.

"J'ai mis le président Mitterrand au courant de la situation, a-t-il déclaré, au cours d'une conférence de presse, et je lui ai demandé son appui diplomatique pour que ceux qui envoient les éléments qui nous attaquent, cessent leur agression. J'attends d'autre part du Conseil de Sécurité qu'il condamne cette agression pour qu'elle ne se renouvelle pas".

Evoquant sa volonté d'ouverture politique *"intérieure et extérieure"*, le président du Rwanda a indiqué qu'un référendum constitutionnel pourrait

intervenir d'ici à 1992. *"Mais, a-t-il dit, si les gens veulent qu'on accélère les choses, j'y suis prêt". "Je m'ouvre à tout le monde, a-t-il poursuivi, je suis prêt à discuter avec toute personne représentative".*

"Je n'ai jamais été opposé au retour des réfugiés rwandais, a-t-il poursuivi, en dépit des problèmes que posent la surpopulation et l'exiguïté du pays où par endroit on enregistre jusqu'à 1.000 habitants au km²". "Le Rwanda déclare solennellement qu'il est prêt à recevoir tous les réfugiés, a ajouté le président Habyarimana, mais seul il ne peut le faire, il a besoin de l'aide de la communauté internationale".

Après avoir souhaité qu'un cessez-le-feu intervienne *"le plus rapidement possible"*, il a indiqué que la mise en place d'une force de contrôle pouvait venir de l'Europe occidentale. Cette question, a-t-il ajouté, relève de l'initiative de la Belgique.

Le chef de l'Etat rwandais a ensuite démenti les accusations de violations des droits de l'Homme portées contre l'armée de son pays. "*Le Rwanda*, a-t-il dit, *a été injustement critiqué*".

En réponse à une question sur une éventuelle implication de l'Ouganda dans la crise actuelle, il a précisé que le chef de l'Etat ougandais, M. Yo-

weri Museveni, l'avait rassuré en lui affirmant que les rebelles étaient des transfuges de l'armée ougandaise, la plupart d'origine rwandaise, et que l'Ouganda sévirait s'ils repassaient la frontière.

Le président Habyarimana doit regagner son pays vendredi matin.

bl/mst.